



Syndicat National du Trésor

8 février 2007

Ensemble, franchissons un nouveau cap dans la mobilisation au Trésor !

Le 14 décembre 2006, les personnels du Trésor ont exprimé leur mécontentement et la nécessité de se mobiliser pour que leurs revendications soient entendues par la Direction Générale et les Ministres. Depuis, aucun signe positif n'est venu de Bercy pour répondre aux attentes qui se sont exprimées.

L'annonce des ministres de réunir dans les directions, les organisations syndicales autour d'un bilan des réformes déjà achevées, est plus qu'insatisfaisante. Elle ne permet pas de débattre des réformes en cours et traite par le mépris les difficultés quotidiennes que rencontrent les personnels dans l'exercice de leurs fonctions.

C'est pourquoi, l'ensemble des organisations syndicales a décidé de boycotter la réunion du 29 janvier convoquée sur ce sujet.

La situation se dégrade continuellement et les conséquences sur les conditions de travail et sur le service public sont catastrophiques.

- **970 suppressions d'emplois pour 2007 autant pour 2008** traduites dans l'ORE avec de lourdes conséquences dans les départements

- un **empilement de réformes** sans aucun débat sur le fond, et mises en œuvre sans tenir compte des conséquences dans le réseau
- des **restructurations** de postes et de services qui affaiblissent le service public de proximité et ne tiennent pas compte en dehors du discours affiché des réels besoins des usagers, des élus, des ordonnateurs
- un contrat pluriannuel de performance matérialisé par une **dictature des objectifs et des indicateurs** qui crée une souffrance supplémentaire au travail
- une **pression sur les carrières et les rémunérations** par la mise en œuvre de mécanisme d'individualisation qui remet en cause les garanties collectives du statut des fonctionnaires
- un discours d'autosatisfaction à tous les niveaux qui nie le vécu des personnels et les difficultés qu'ils rencontrent.

A cela se rajoute un contentieux salarial qui perdure et auquel aucune réponse n'est apportée. L'annonce d'une augmentation de 0,3 % du point d'indice au 1^{er} février si elle est à porter au crédit de la mobilisation des personnels est loin d'être satisfaisante.

Pour les salaires, les emplois et les missions, le SNT-CGT exige donc l'ouverture immédiate de véritables négociations portant sur :

- **l'arrêt des suppressions d'emplois**
- **l'arrêt des réformes** annoncées au CTPM du 7 juillet 2005
- **l'arrêt de toutes restructurations** de nature à remettre en cause le Réseau de proximité
- **l'amélioration des conditions de travail** (indicateurs CPP, culture d'objectifs, management,...)
- **les droits et garanties des agents** (droit à mutation, temps de travail...)

Il exige également avec les organisations de fonctionnaires CGT– FO CFDT – FSU – UNSA – SOLIDAIRES, l'ouverture immédiate de véritables négociations portant sur :

- **Le maintien du pouvoir d'achat** du point en 2006 ;
- **L'augmentation des salaires pour 2007** sur la base minimum de l'inflation prévue, soit 1,8 % ;
- **Le rattrapage sur les pertes intervenues depuis 2000** (+ de 6 %) ;
- **Une refonte globale de la grille indiciaire.**

Dans ce contexte, l'appel des Fédérations de Fonctionnaires CGT– FO CFDT – FSU – UNSA – SOLIDAIRES à une semaine d'action du 5 au 9 février et une journée **de grève nationale le 8 février** prend tout son sens.

Pour que d'autres choix soient faits, il est donc nécessaire de faire franchir un nouveau cap à la mobilisation !

L'ensemble des organisations syndicales du Trésor a d'ores et déjà décidé de boycotter les réunions (CAP, CTP, groupes de travail) qui seront convoquées dans la période.

Et dans les suites de l'action du 14 décembre, le syndicat national du trésor CGT appelle les personnels du Trésor à participer massivement à la journée de grève du 8 février et aux différentes manifestations et rassemblements.

Tous en grève le 8 février 2007 !

Tous dans les manifestations et rassemblements !

A l'appel des Unions Départementales CGT FO CFDT FSU UNSA

Rassemblement à Rodez

17h00

Place de la Préfecture